

Adalah requiert de la Cour suprême israélienne qu'elle supprime les postes de contrôle de la police à Sheikh Jarrah

Description

Par Adalah, le 6 mars 2022

La police israélienne a monté 10 postes de contrôle dans et autour de Sheikh Jarrah à Jérusalem ; les colons juifs israéliens et leurs partisans circulent librement, alors que les déplacements des Palestiniens sont limités.

Mise à jour : Suite à la requête d'Adalah auprès de la Cour suprême israélienne, la police a supprimé les dix postes de contrôle de Sheikh Jarrah.

Aujourd'hui, 7 mars 2022, la police a réaménagé les dix points de contrôle de la partie ouest du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est, suite à la requête d'Adalah auprès de la Cour suprême israélienne, déposée hier, 6 mars 2022.

La réaction d'Adalah :

« La soudaine suppression des postes de contrôle indique que la police est bien consciente que ses actions sont illégales et qu'elles ne résisteront pas juridiquement devant la Cour. Adalah a donc sa requête après avoir fait savoir à la police, il y a quelques temps, qu'elle demandait le retrait des postes de contrôle. Cependant, à chaque fois, la police continue d'outrepasser ses pouvoirs et ne recule que lorsque les dossiers arrivent devant les tribunaux. La police doit faire respecter la loi et non la violer systématiquement comme une partie intégrante de l'oppression des droits des habitants palestiniens à Jérusalem-Est ».

Le 6 mars 2022, Adalah et Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, en coordination avec la Coalition civique pour la défense des droits des Palestiniens à Jérusalem, a donc déposé une requête devant la Cour suprême israélienne au nom de sept habitants de Sheikh Jarrah et de l'Association de bienfaisance de Sheikh Jarrah, exigeant le réaménagement immédiat des dix postes de contrôle placés autour et dans la partie ouest du quartier de Sheikh Jarrah de Jérusalem-Est.

Depuis que le membre de la Knesset (MK) Itamar Ben-Gvir, du parti sioniste religieux d'extrême droite, a improvisé un bureau dans Sheikh Jarrah, le 13 février 2022, la police israélienne a augmenté le nombre de postes de contrôle dans le secteur, et qui montent jusqu'à dix désormais. Les postes de contrôle autour du quartier empêchent l'entrée des Palestiniens et des autres qui soutiennent la lutte contre les expulsions forcées de familles de réfugiés palestiniens, pendant que les postes de contrôle à l'intérieur du quartier limitent les déplacements des habitants palestiniens qui y vivent. Il est à noter que ces restrictions ne sont pas imposées aux colons juifs israéliens et à leurs partisans, lesquels peuvent entrer et circuler librement à travers Sheikh Jarrah.

Pour pouvoir passer ces postes de contrôle, les Palestiniens doivent répondre à de longs interrogatoires et présenter des cartes d'identité israéliennes avec une adresse enregistrée dans le quartier. Comme ces cartes d'identité ne sont délivrées qu'à l'âge de 16 ans, les enfants et adolescents palestiniens du quartier ne peuvent pas se déplacer librement, à moins d'être accompagnés d'un parent. Ainsi, les enfants sont empêchés de se rendre visite entre eux ou de jouer dans les zones publiques du quartier.

La requête, déposée par Suhad Bishara, avocat d'Adalah, fait valoir qu'au-delà des restrictions imposées à la vie quotidienne des habitants palestiniens, l'installation de ces postes de contrôle constitue une punition collective, et que la politique sous-jacente est fondée sur un profilage racial illégal. Adalah soutient également que la police n'a aucune autorité légale pour installer ces postes de contrôle ou pour limiter la liberté de déplacement des habitants palestiniens, du quartier et en général.



Emplacements des postes de contrôle actuellement déployés dans le quartier, mars 2022

Observations de Suhad Bishara, l'avocat d'Adalah

 « Placer les postes de contrôle à Sheikh Jarrah est raciste, illégal et fondamentalement inacceptable. Les postes de contrôle sont utilisés comme une punition collective et comme une tentative pour empêcher des manifestations légitimes et de soutien aux familles palestiniennes menacées d'une expulsion par la force. La police n'a aucune autorité pour mettre en place ces postes de contrôle, et la Cour suprême doit ordonner leur suppression immédiate à».

Zakaria Odeh, directeur général de la Coalition civique pour les droits des Palestiniens   Jérusalem, a ajouté :

 « Rendre la vie des habitants de Sheikh Jarrah insupportable fait partie d'une tentative globale, systémique de leur faire abandonner leur juste combat pour continuer à vivre dans leur patrie. La police utilise des mesures racistes et violentes envers les habitants de Jérusalem-Est, alors qu'elle protège les colons qui utilisent tous les moyens pour atteindre leur objectif qui est d'accélerer le déplacement en cours des Palestiniens et leur dépossession.  »

Source : [Adalah](#)

Traduction BP pour l'Agence média Palestine

Tags

1. Adalah
2. Cour suprême
3. Save Sheikh Jarrah
4. Sheikh Jarrah

date créée

2022/03/14